

NOOR S.A.

Société anonyme

Siège social: L-2543 Luxembourg

30, Dernier Sol

NUMERO 4693 CONSTITUTION D'UNE SOCIETE ANONYME du 30 décembre 2016

L'an deux mille seize,

Le trente décembre,

Par-devant Maître **Carlo GOEDERT**, notaire de résidence à Dudelange, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

- 1) La société anonyme **AP3M S.A.**, ayant son siège social à L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol, constituée selon acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 9 janvier 2014, publié au Mémorial C, numéro 676 du 14 mars 2014, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 183.816,
- 2) Monsieur **Abdelhadi AJJARRAR**, administrateur de sociétés, né le 14 janvier 1974 à Hénin-Beaumont (France), demeurant à F-63200 Lens, 10 Ter, rue Jean Souvraz,
- 3) Monsieur **Abdeljalil IDYOUSSEF**, administrateur de sociétés, né le 10 février 1980 à Mesfiousa (Maroc), demeurant à F-62210 Avion, 15, rue Condorcet,
- 4) Monsieur **Joel PIRES BOAVENTURA**, administrateur de sociétés, né le 29 mars 1979 à França (Portugal), demeurant à F-93200 Saint-Denis, 18, rue Marie Dubois.

Lesquels comparants sont ici représentés par Madame **Cindy GOMES CORDEIRO** en vertu de quatre procurations données sous seing privé,

Lesquelles procurations, après avoir été signées "ne varietur" par tous les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées

au présent acte avec lequel elles seront soumises à la formalité de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant ont requis le notaire instrumentant de documenter comme suit les statuts d'une société anonyme qu'ils constituent par les présentes.

DENOMINATION - SIEGE - DUREE - OBJET – CAPITAL.

Article 1er. - Il est formé par les présentes une société anonyme sous la dénomination de «**NOOR S.A.**», (ci-après la «Société»).

Article 2. - Le siège de la Société est établi à Luxembourg.

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la Société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la Société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration d'une commune à une autre ou à l'intérieur d'une même commune

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la Société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Article 3. - La Société est établie pour une durée illimitée.

Article 4. – La Société a pour objet exclusif, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, toutes activités liées à:

la détention de participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises et toute autre forme d'investissement ou l'acquisition par acquisition, souscription ou de toute autre manière et toute autre cession par vente, échange ou autre de tous instruments financiers ainsi que la gestion, le contrôle et le développement de son portefeuille.

La Société a également pour objet la prestation de services (i) de conseils et (ii) de support pour des sociétés avec lesquelles il existe un lien de participation direct ou indirect. Ces services peuvent être de toute nature, notamment des services consultatifs d'ordre organisationnel ou de gestion, ainsi que des services de support administratif, incluant entre autres la mise à disposition de personnel ou de matériel, le recrutement, la gestion de relations contractuelles ou encore des travaux de comptabilité et d'informatique.

La Société peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut emprunter sous quelque forme et peut procéder à l'émission d'obligations, notes, certificats, actions, parts bénéficiaires, de billets à ordre, warrants, de titres de créance ou de toutes sortes de créances ou de titres participatifs.

La Société peut accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières utiles ou nécessaires à l'accomplissement de son objet social ou se rapportant directement ou indirectement à celui-ci.

Article 5. - Le capital souscrit est fixé à **trente-six mille euros (36.000.-€)** représenté par **cent (100)** actions d'une valeur nominale de **trois cent soixante euros (360.- €)** chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix de l'actionnaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

En présence d'actions au porteur, un registre sera tenu auprès d'un des dépositaires énoncé par la loi, ledit registre énoncera le nom de chaque actionnaire, sa résidence, le nombre d'actions au porteur détenues par lui, le transfert d'actions et les dates de tels transferts, tel qu'énoncé par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur portant modification 1) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et 2) de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

ADMINISTRATION – SURVEILLANCE.

Article 6. - En cas de pluralité d'actionnaires, la Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Cependant au cas où la Société est constituée par un actionnaire unique ou s'il est constaté lors d'une assemblée générale que la Société n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs ou l'administrateur unique sont élus par l'assemblée des actionnaires pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

Article 7. - Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la Loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. Le président présidera toutes les réunions du conseil d'administration; en son absence le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à la réunion un autre administrateur pour assumer la présidence *pro tempore* de ces réunions.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopieur ou courrier électronique, étant admis sans

qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, e-mail ou télécopie, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Les réunions du conseil d'administration pourront se tenir également par conférence téléphonique ou par vidéo-conférence.

Article 8. - Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Article 9. - Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances. Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Article 10. - Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi modifiée du 10 août 1915 et les statuts à l'assemblée générale.

Article 11. - Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la Société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Il peut leur confier tout ou partie de l'administration courante de la Société, de la direction technique ou commerciale de celle-ci.

La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

Article 12. - Vis-à-vis des tiers, la Société se trouve engagée en toutes circonstances soit par la signature conjointe de deux administrateurs, soit par la signature unique de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Pour la gestion journalière et les opérations courantes, la Société est engagée par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, dans la limite de ses pouvoirs.

En cas d'administrateur unique, la Société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de l'administrateur unique.

Article 13. - La Société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération. Ils peuvent être réélus.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

ASSEMBLEE GENERALE.

Article 14. - L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Article 15. - L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le dernier mardi du mois de juin à 17:30 heures de chaque année.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui précède.

Article 16. - Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que, pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout

actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Article 17. - Chaque action donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la Société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Au cas où une action est détenue en usufruit et en nue-propriété, le droit de vote sera exercé en toute hypothèse par l'usufruitier.

ANNEE SOCIALE - REPARTITION DES BENEFICES.

Article 18. - L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés par l'assemblée des actionnaires et prend les décisions par écrit.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au commissaire.

Article 19. - Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent (5 %) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Au cas où l'action est détenue en usufruit et en nue-propriété, les dividendes ainsi que les bénéfices mis en réserve reviendront à l'usufruitier.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

DISSOLUTION – LIQUIDATION.

Article 20. - La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

DISPOSITION GENERALE.

Article 21. - La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2017.

2. La première assemblée générale annuelle aura lieu le 27 juin 2017 à 17:30 heures.

3. Les premiers administrateurs et le premier commissaire sont élus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la Société.

SOUSCRIPTION ET PAIEMENT.

Les statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les comparants représentés comme dit ci-avant, déclarent souscrire les actions comme suit:

La société anonyme AP3M S.A., prénommée	Vingt-cinq actions	25
Monsieur Abdelhadi AJJARRAR, prénommé	Vingt-cinq actions	25
Monsieur Abdeljalil IDYOUSSEF, prénommé	Vingt-cinq actions	25
Monsieur Joel PIRES BOAVENTURA, prénommé	Vingt-cinq actions	25
Total	Cent actions	100

Toutes les actions ont été souscrites et libérées par des versements en espèces à concurrence de vingt-cinq pourcent (25%) de sorte que la somme de neuf mille euros (9.000.-€) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société.

La preuve de tous ces paiements a été donnée au notaire soussigné qui le constate expressément.

CONSTATATIONS.

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

FRAIS.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de mille quatre cent cinquante (1.450.-) euros.

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE.

Et à l'instant les comparants, représentés comme dit ci-avant, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont pris les résolutions suivantes:

1. - Le nombre d'administrateurs est fixé à quatre (4), et celui des commissaires aux comptes à un (1).

2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, leur mandat expirant à la fin de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2022 :

- Monsieur Amaël Yann Cédric MORICE, administrateur de sociétés, né le 18 décembre 1972 à Roubaix (France), demeurant à F-59493 Villeneuve-d'Ascq, 155, rue Gaston Baratte,
- Monsieur Abdelhadi AJJARRAR, administrateur de sociétés, né le 14 janvier 1974 à Hénin-Beaumont (France), demeurant à F-63200 Lens, 10 Ter, rue Jean Souvraz,
- Monsieur Abdeljalil IDYOUSSEF, administrateur de sociétés, né le 10 février 1980 à Mesfioua (Maroc), demeurant à F-62210 Avion, 15, rue Condorcet,
- Monsieur Joel PIRES BOAVENTURA, administrateur de sociétés, né le 29 mars 1979 à França (Portugal), demeurant à F-93000 Saint-Denis, 18, rue Marie Dubois.

3.- Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat expirant à la fin de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2022:

La société à responsabilité limitée FIDUCIAIRE DEFLORENNE & ASSOCIÉS S.à r.l., ayant son siège social à L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 111 495.

4.- Le siège social est établi à L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol.

DONT ACTE,

Fait et passé à Dudelange,

Date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

/Signé/ C. GOMES CORDEIRO, C. GOEDERT.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 04 janvier 2017

Relation: EAC/2017/345

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur, / signé/ A. SANTIONI

POUR EXPEDITION CONFORME,

délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés
et aux fins de publication au RESA, Recueil Electronique des
Sociétés et Associations.

Dudelange, le 09 janvier 2017

C. GOEDERT